

assemblé à Toronto, il y a quelques semaines—c'est-à-dire, la réunion de l'institut central des agriculteurs.

A cette réunion, les agriculteurs ont exprimé, en termes non équivoques, ce qu'ils croient être la condition dans laquelle se trouvent à présent les intérêts agricoles, et la nécessité qu'il y a pour le gouvernement de prendre des mesures propres à aider les agriculteurs à surmonter les désavantages contre lesquels ils ont à lutter. Les agriculteurs, je n'en ai aucun doute, connaissent parfaitement leur situation. Sans vouloir leur adresser injustement aucun reproche, ils n'ont pas toujours, dans le passé, compris parfaitement les difficultés qu'ils avaient à subir, ou la cause de ces difficultés; mais, aujourd'hui, je constate que les agriculteurs se réunissent en convention, tiennent des assemblées pour discuter les intérêts de l'industrie laitière, apprécient les difficultés qui se dressent devant eux et s'enquière des moyens de les écarter. Dans ces circonstances, je crois devoir dire quelques mots sur l'opportunité d'abolir le droit imposé sur le maïs, et avant de reprendre mon siège, je proposerai un amendement à la motion qui est devant la chambre.

Les conditions de nos industries se sont considérablement modifiées depuis quelques années. Sans parler des autres difficultés, je signalerai les grandes améliorations qu'ont subies les communications internationales. Les produits des pays éloignés sont maintenant offerts en concurrence sur le marché avec les produits des pays plus rapprochés.

Le Canada et les Etats situés au sud de la frontière ont dépensé des sommes énormes d'argent pour développer les deux pays, en construisant des chemins de fer pour ouvrir de nouveaux territoires et transporter les produits de ces nouvelles régions vierges du Nord-Ouest, en concurrence directe avec les produits des terres fertiles de la partie orientale de ce continent.

Je ne discuterai pas ce point à présent, qui affecte probablement plus la classe agricole que tout autre. Nous savons, en effet, que ce sont les habitants de la partie est du Canada et des Etats de l'Est qui supportent le fardeau de la taxation imposée pour construire ces voies de communication qui les ruinent, aujourd'hui, par la concurrence qu'elles favorisent.

J'admets que les cultivateurs des provinces de l'Est, comme tout le reste des habitants, ont appuyé cette politique; j'admets que nous avons reconnu la justice et la sagesse des dépenses faites par le gouvernement et le pays pour développer le Nord-Ouest; mais, malheureusement, le développement d'un nouveau territoire où les produits agricoles peuvent s'obtenir à meilleur marché que dans les provinces de l'Est, nous crée une situation qui ne nous permet pas de rivaliser avec succès sur les marchés.

Telle est la situation, quelle qu'en soit la cause. Mais bien que nous ayons notre part de responsabilité pour les dépenses faites, le seul moyen qui nous reste, dans les provinces de l'Est, pour faire face à la concurrence de l'Ouest, le seul moyen qui nous reste pour nous remettre dans une position aussi avantageuse que celles que nous occupions avant l'existence de cette concurrence, est de diminuer le coût de notre production.

Le but vers lequel nous devons tendre, est de nous mettre en état de produire à aussi bon marché qu'on le fait sur le sol vierge de l'Ouest. Il est

M. FISHER.

évident que les cultivateurs sont arrivés à cette conclusion, et la preuve se trouve dans leurs débats et les résolutions adoptées par eux depuis une couple d'années. Chaque fois qu'ils s'assemblent pour discuter sur leurs intérêts, les plus capables d'entre eux exposent la manière de voir que je viens d'exprimer, et j'approuve cette ligne de conduite.

Il est incontestable que le seul espoir qu'ont les cultivateurs de la partie est de la Confédération de pouvoir soutenir la concurrence des terres et des produits à bon marché du Nord-Ouest, consiste dans la diminution des frais de production. Il n'y a pas de doute que les méthodes de culture dans les provinces de l'Est, ont subi des modifications. Autrefois, nos cultivateurs cultivaient beaucoup de grains et, en agissant ainsi, ils ont considérablement diminué la fertilité du sol. Pour remédier à cet état de choses, ils ont eu recours à des expédients. Ils ont cherché à y remédier en mettant leur terre en jachère pour la laisser reposer; en labourant de façon à atteindre dans le sol une couche nouvelle et plus profonde; en essayant d'obtenir une rotation plus systématique de récoltes, de façon à ne pas épuiser autant un élément particulier du sol; en employant les engrais artificiels et minéraux qu'ils pouvaient facilement se procurer; mais, avec tout cela, ils n'ont réussi ni à conserver la fertilité de leur sol, ni à soutenir la concurrence sur les marchés du monde. Ils ont donc dû revenir à ce qui est probablement la seule, et certainement la meilleure solution de la difficulté, c'est-à-dire obtenir et employer une grande quantité de fumier. Il n'est pas nécessaire pour moi d'établir l'absolue nécessité, pour cela, d'avoir beaucoup d'animaux.

Au lieu de pouvoir cultiver le grain comme ils le faisaient autrefois, ils vont être et sont aujourd'hui obligés, au lieu de cultiver le blé, de finir le produit de leur sol, ou bien de se contenter du produit brut. Je dois dire qu'il est de bon augure qu'il en soit ainsi. Je suis heureux de voir que nos cultivateurs aient adopté cette ligne de conduite, car je suis convaincu et je sais que le cultivateur qui prend le produit brut du sol, le façonne le plus qu'il peut et le vend comme article fini, en retire évidemment un prix plus élevé; en outre, il s'élève et devient meilleur citoyen. Dans cet ordre d'idées, on peut dire que la culture, comme toute autre industrie, ou même les professions libérales, offre un vaste champ à l'intelligence, à l'instruction et aux aptitudes en affaires de l'ordre le plus relevé.

Si un cultivateur désire que son fils réussisse dans sa carrière, que son intelligence ait un vaste champ, qu'il brille et se révèle grand homme dans ce pays, je ne crois pas qu'il puisse lui préparer un plus bel avenir que de l'initier à sa propre industrie et, par une vigilante attention et d'abondantes occasions, de la lui laisser étudier. Si on donnait à ces jeunes gens toutes les occasions possibles de se verser dans leur industrie, notre pays serait plus prospère et leur industrie serait la plus prospère de toutes. Je ne suis donc pas fâché de voir qu'aujourd'hui, nos meilleurs cultivateurs sont acculés dans cette position que, pour obtenir la plus grande source de succès possible, il leur faut avoir de l'instruction, étudier et apprendre, non pas simplement à faire ce qu'ont fait leurs pères et leurs grands-pères, mais à s'adapter aux conditions nouvelles, qu'il leur faut étudier ces conditions et les méthodes nécessaires pour réussir.

A cet égard, il ne serait pas déplacé de ma part de parler un peu boutique. Je sais qu'il ne con-